



États financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Rogers Communications Inc.

Trimestres clos les 31 mars 2013 et 2012

Rogers Communications Inc.

Comptes consolidés résumés intermédiaires non audités de résultat
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

		Trimestres clos les	
		31 mars	
	Note	2013	2012
Produits opérationnels		3 027 \$	2 943 \$
Charges opérationnelles			
Coûts opérationnels	4	1 906	1 855
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition	8	9	42
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		450	463
Bénéfice opérationnel		662	583
Charges financières	5	(181)	(160)
Autres produits		10	8
Bénéfice avant impôt sur le résultat		491	431
Charge d'impôt sur le résultat		138	107
Bénéfice net des activités poursuivies		353	324
Perte découlant des activités abandonnées après impôt	6	–	(19)
Bénéfice net de la période		353 \$	305 \$
Bénéfice de base par action			
Bénéfice par action tiré des activités poursuivies	9	0,69 \$	0,62 \$
Perte par action découlant des activités abandonnées	9	–	(0,04)
Bénéfice de base par action		0,69 \$	0,58 \$
Bénéfice dilué par action			
Bénéfice par action tiré des activités poursuivies	9	0,68 \$	0,61 \$
Perte par action découlant des activités abandonnées	9	–	(0,04)
Bénéfice dilué par action		0,68 \$	0,57 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.

États consolidés résumés intermédiaires non audités du résultat global
(en millions de dollars canadiens)

	Trimestres clos les	
	31 mars	
	2013	2012
Bénéfice net de la période	353 \$	305 \$
Autres éléments du résultat global		
Éléments pouvant être par la suite reclassés dans le bénéfice		
Variation de la juste valeur des placements disponibles à la vente		
Augmentation de la juste valeur	134	49
Charge d'impôt sur le résultat connexe	(14)	(6)
	120	43
Instruments dérivés utilisés comme couverture de flux de trésorerie		
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	(8)	(63)
Reclassement du profit (de la perte) de change sur la dette à long terme dans le bénéfice net	(63)	76
Reclassement des intérêts courus dans le bénéfice net	13	15
Recouvrement (charge) d'impôt sur le résultat connexe	9	(2)
	(49)	26
Autres éléments du résultat global de la période	71	69
Résultat global de la période	424 \$	374 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.

États consolidés résumés intermédiaires non audités de la situation financière
(en millions de dollars canadiens)

	<i>Note</i>	31 mars 2013	31 décembre 2012
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 434 \$	213 \$
Débiteurs		1 365	1 536
Autres actifs courants		750	464
Partie courante des instruments dérivés		23	8
		<u>3 572</u>	<u>2 221</u>
Immobilisations corporelles		9 625	9 576
Goodwill		3 215	3 215
Immobilisations incorporelles		2 970	2 951
Placements		1 591	1 484
Instruments dérivés		64	42
Autres actifs à long terme		154	98
Actifs d'impôt différé		39	31
		<u>21 230 \$</u>	<u>19 618 \$</u>
Passifs et capitaux propres			
Passifs courants			
Emprunts à court terme	<i>10</i>	400 \$	– \$
Créditeurs et charges à payer		2 010	2 135
Impôt sur le résultat à payer		38	24
Partie courante des provisions		7	7
Partie courante de la dette à long terme	<i>11</i>	1 473	348
Partie courante des instruments dérivés		363	144
Produits non acquis		352	344
		<u>4 643</u>	<u>3 002</u>
Provisions		34	31
Dette à long terme	<i>11</i>	10 409	10 441
Instruments dérivés		209	417
Autres passifs à long terme		448	458
Passifs d'impôt différé		1 517	1 501
		<u>17 260</u>	<u>15 850</u>
Capitaux propres	<i>13</i>	3 970	3 768
		<u>21 230 \$</u>	<u>19 618 \$</u>
Éventualités	<i>16</i>		
Événement postérieur à la date de clôture	<i>17</i>		

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.
États consolidés résumés intermédiaires non audités des variations des capitaux propres
 (en millions de dollars canadiens)

Trimestre clos le 31 mars 2013	Actions de catégorie A avec droit de vote		Actions de catégorie B sans droit de vote		Prime d'émission	Résultats non distribués	Réserve d'actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)					
Soldes au 31 décembre 2012	72 \$	112 462	397 \$	402 788	– \$	3 046 \$	243 \$	10 \$	3 768 \$
Bénéfice net de la période	–	–	–	–	–	353	–	–	353
Autres éléments du résultat global									
Placements disponibles à la vente après impôt	–	–	–	–	–	–	120	–	120
Instruments dérivés après impôt	–	–	–	–	–	–	–	(49)	(49)
Total des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	–	–	120	(49)	71
Résultat global de la période	–	–	–	–	–	353	120	(49)	424
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres									
Dividendes déclarés	–	–	–	–	–	(224)	–	–	(224)
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	–	–	2	40	–	–	–	–	2
Total des transactions avec les actionnaires	–	–	2	40	–	(224)	–	–	(222)
Soldes au 31 mars 2013	72 \$	112 462	399 \$	402 828	– \$	3 175 \$	363 \$	(39) \$	3 970 \$

Trimestre clos le 31 mars 2012	Actions de catégorie A avec droit de vote		Actions de catégorie B sans droit de vote		Prime d'émission	Résultats non distribués	Réserve d'actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)					
Soldes au 31 décembre 2011	72 \$	112 462	406 \$	412 395	243 \$	2 443 \$	433 \$	(25) \$	3 572 \$
Bénéfice net de la période	–	–	–	–	–	305	–	–	305
Autres éléments du résultat global									
Placements disponibles à la vente après impôt	–	–	–	–	–	–	43	–	43
Instruments dérivés après impôt	–	–	–	–	–	–	–	26	26
Total des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	–	–	43	26	69
Résultat global de la période	–	–	–	–	–	305	43	26	374
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres									
Dividendes déclarés	–	–	–	–	–	(207)	–	–	(207)
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	–	–	–	18	–	–	–	–	–
Total des transactions avec les actionnaires	–	–	–	18	–	(207)	–	–	(207)
Soldes au 31 mars 2012	72 \$	112 462	406 \$	412 413	243 \$	2 541 \$	476 \$	1 \$	3 739 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.

Tableaux consolidés résumés intermédiaires non audités des flux de trésorerie
(en millions de dollars canadiens)

		Trimestres clos les	
		31 mars	
	Note	2013	2012
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :			
Activités opérationnelles			
Bénéfice net de la période		353 \$	305 \$
Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		450	463
Amortissement des droits de diffusion		13	22
Charges financières	5	181	160
Charge d'impôt sur le résultat		138	101
Cotisations aux régimes de retraite, déduction faite des charges		(3)	(4)
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	14	58	6
Autres		(1)	(8)
		1 189	1 045
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel		(47)	(200)
		1 142	845
Impôt sur le résultat payé		(115)	(72)
Intérêts payés		(222)	(245)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles		805	528
Activités d'investissement			
Entrées d'immobilisations corporelles		(464)	(449)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles		(52)	(95)
Dépôts versés dans le cadre des transactions relatives à Shaw, montant net	7	(241)	–
Entrées de droits de diffusion		(14)	(18)
Autres		(24)	(6)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement		(795)	(568)

Rogers Communications Inc.

Tableaux consolidés résumés intermédiaires non audités des flux de trésorerie
(en millions de dollars canadiens)

		Trimestres clos les 31 mars	
	Note	2013	2012
Activités de financement			
Émission de titres d'emprunt à long terme	11	1 030 \$	590 \$
Remboursements sur la dette à long terme		–	(350)
Coûts de transaction engagés relativement à la dette à long terme	11	(15)	–
Produit tiré des emprunts à court terme	10	400	–
Dividendes payés		(204)	(187)
Entrées de trésorerie liées aux activités de financement		1 211	53
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		1 221	13
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		213	(57)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		1 434 \$	(44) \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel			
Débiteurs		173 \$	250 \$
Autres actifs courants		(45)	(152)
Créditeurs et charges à payer		(183)	(310)
Produits non acquis		8	12
		(47) \$	(200) \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie (avances bancaires) s'entendent de l'encaisse et des dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de 90 jours, moins les avances bancaires.

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

(Les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action.)

1. Nature de l'entreprise

Rogers Communications Inc. (« RCI ») est une société canadienne diversifiée dans les communications et les médias, constituée en personne morale au Canada, dont la quasi-totalité des activités et des ventes sont effectuées au Canada. Aux fins des présentes, RCI et ses filiales sont collectivement appelées la « Société ». Le siège social de la Société est situé au 333, Bloor Street East, Toronto (Ontario) M4W 1G9.

Au 31 mars 2013, la Société a présenté les résultats de quatre secteurs : Sans-fil, Cable, Solutions d'affaires (« SAR ») et Media. Par l'intermédiaire du secteur Sans-fil, la Société offre des services sans fil de transmission de la voix et de données. Par l'entremise des secteurs Cable et SAR, la Société fournit des services de télévision par câble, d'accès Internet haute vitesse et de téléphonie à l'intention tant des particuliers que des entreprises. Par l'intermédiaire de son secteur Media, la Société exerce des activités de radiodiffusion, de télédiffusion, de médias numériques, de téléachat, d'édition et de distribution, et elle est présente dans le secteur du divertissement sportif.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

2. Principales méthodes comptables

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis selon la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire* (l'« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et conformément aux méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés audités annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, exception faite des nouvelles méthodes comptables adoptées le 1^{er} janvier 2013, ainsi qu'il est décrit plus en détail à la note 2 b). Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de RCI du trimestre clos le 31 mars 2013 ont été approuvés par le comité d'audit le 22 avril 2013.

b) Règles de présentation

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités englobent les comptes de Rogers Communications Inc. et de ses filiales. En règle générale, les notes incluses dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ne reflètent que les changements et transactions importants survenus depuis la fin du dernier exercice de la Société et elles ne contiennent pas toutes les informations qui doivent, aux termes des IFRS, être présentées dans les états financiers annuels. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels, y compris les notes y afférentes, pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Les résultats opérationnels de la Société sont assujettis à des fluctuations saisonnières qui ont une incidence importante sur les résultats opérationnels d'un trimestre à l'autre. Par conséquent, les résultats opérationnels d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels d'un trimestre ultérieur.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes d'application que celles employées pour les états financiers consolidés audités annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012, exception faite des nouvelles normes comptables et modifications que la Société a adoptées et qui s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels de la Société à compter du 1^{er} janvier 2013 qui suivent :

- IFRS 10, *États financiers consolidés*
- IFRS 11, *Partenariats*
- IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*
- IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*
- IAS 19, *Avantages du personnel*
- IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*

Les normes comptables et les modifications aux normes que la Société a adoptées qui ont eu une incidence sur les résultats financiers ou qui nécessitent plus d'explications se détaillent comme suit :

IFRS 10, États financiers consolidés

Par suite de l'adoption de l'IFRS 10, la Société a changé ses méthodes comptables afin de déterminer si elle contrôle ses entités émettrices et, le cas échéant, si elle les consolide. L'IFRS 10 présente un nouveau modèle de contrôle qui s'applique à toutes les entités émettrices. On y précise notamment qu'une entité émettrice doit être consolidée si la Société contrôle cette entité sur la base de circonstances de fait.

Conformément aux dispositions transitoires de l'IFRS 10, la Société a revu sa détermination du contrôle relativement à ses entités émettrices au 1^{er} janvier 2013. Par suite de cette révision, la Société n'a pas eu à apporter de changements aux données présentées pour la période à l'étude ni pour celles de la période comparative.

IFRS 11, Partenariats

Par suite de l'adoption de l'IFRS 11, la Société a changé ses méthodes comptables relativement à ses intérêts dans des partenariats.

Aux termes de l'IFRS 11, la Société classe les intérêts qu'elle détient dans des partenariats en tant qu'entreprises communes ou coentreprises en fonction de ses droits sur les actifs et de ses obligations au titre des passifs des partenariats. Au moment de faire cette évaluation, la Société tient compte de la structure des partenariats, de la forme juridique de tout véhicule distinct, des accords contractuels et d'autres faits et circonstances. Du fait de cette modification, la Société a comptabilisé les partenariats selon la méthode de la consolidation proportionnelle ou la méthode de la mise en équivalence, selon respectivement que la participation est définie comme étant une entreprise commune ou une coentreprise. L'application de la nouvelle norme n'a pas eu d'incidence significative sur l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} janvier 2012 et au 31 décembre 2012 ni sur le compte consolidé de résultat du trimestre clos le 31 mars 2012.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

Le 1^{er} janvier 2013, la Société a adopté l'IFRS 13, qui constitue une source unique de directives en ce qui concerne les méthodes d'évaluation de la juste valeur, remplaçant ainsi les directives portant sur l'évaluation énoncées séparément dans chaque IFRS. La norme définit la juste valeur et intègre un cadre pour l'évaluation de la juste valeur. Elle ne comprend pas de nouvelles exigences relativement à l'évaluation de la juste valeur, pas plus qu'elle n'élimine les exceptions de praticabilité applicables aux évaluations de la juste valeur que prévoient actuellement certaines normes. Les informations à fournir aux termes de l'IFRS 13 dans des états financiers intermédiaires consolidés résumés figurent à la note 12.

IAS 19, Avantages du personnel

Le 1^{er} janvier 2013, la Société a adopté l'IAS 19, *Avantages du personnel* (2011), qui modifie la façon d'établir les produits ou les charges liés aux régimes à prestations définies. Cette modification élimine la notion de rendement des actifs du régime et de coût financier (produits) et la remplace par le coût financier net qui est calculé en multipliant le taux d'actualisation par le passif (l'actif) net. Le coût financier net tient compte de toute modification du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies survenue au cours de la période en raison de cotisations et de versements de prestations. L'application de la norme modifiée n'a pas eu d'incidence significative sur les actifs nets au 1^{er} janvier 2012 et au 31 décembre 2012 ni sur ceux de la période comparative pour le trimestre clos le 31 mars 2012.

3. Informations sectorielles

Les principaux décideurs opérationnels de la Société sont le chef de la direction et le directeur des finances. Ils examinent les activités et la performance de la Société par secteur, notamment les secteurs Sans-fil, Cable, SAR et Media. Les résultats par secteur qui sont rapportés aux principaux décideurs de la Société comprennent des éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui, de façon raisonnable, peuvent y être affectés.

Les méthodes comptables applicables aux secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 2 afférente aux états financiers consolidés audités annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012, telles qu'elles ont été modifiées par les nouvelles méthodes comptables décrites à la note 2 b). Les principaux décideurs opérationnels examinent le résultat d'exploitation ajusté qu'ils considèrent comme un indicateur clé de performance pour chaque secteur et afin de prendre des décisions relatives à l'affectation des ressources. Le résultat d'exploitation ajusté correspond au résultat avant les frais d'intégration et de restructuration et les coûts d'acquisition, la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les charges financières, les autres produits et l'impôt sur le résultat. Les résultats opérationnels sectoriels ainsi mesurés diffèrent du bénéfice opérationnel qui figure dans les comptes consolidés de résultat. Toutes les activités des secteurs à présenter de la Société sont menées essentiellement au Canada.

L'information par secteur à présenter, qui est régulièrement rapportée aux principaux décideurs opérationnels, se détaille comme suit :

Trimestre clos le 31 mars 2013	Sans-fil	Cable	SAR	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits opérationnels	1 760 \$	861 \$	93 \$	341 \$	(28) \$	3 027 \$
Coûts opérationnels ¹⁾	995	432	70	348	3	1 848
Résultat d'exploitation ajusté	765	429	23	(7)	(31)	1 179
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition						9
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions ¹⁾						58
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles						450
Bénéfice opérationnel						662
Charges financières						(181)
Autres produits						10
Bénéfice avant impôt sur le résultat						491 \$

¹⁾ Inclus dans les coûts opérationnels des comptes consolidés résumés intermédiaires non audités de résultat.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Trimestre clos le 31 mars 2012	Sans-fil	Cable	SAR	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits opérationnels	1 706 \$	825 \$	87 \$	354 \$	(29) \$	2 943 \$
Coûts opérationnels ¹⁾	969	447	69	368	(4)	1 849
Résultat d'exploitation ajusté	737	378	18	(14)	(25)	1 094
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition						42
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions ¹⁾						6
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles						463
Bénéfice opérationnel						583
Charges financières						(160)
Autres produits						8
Bénéfice avant impôt sur le résultat						431 \$

¹⁾ Inclus dans les coûts opérationnels des comptes consolidés résumés intermédiaires non audités de résultat.

La Société applique les mêmes méthodes comptables pour les opérations entre secteurs à présenter et celles faites avec des tiers.

4. Coûts opérationnels

	Trimestres clos les 31 mars	
	2013	2012
Coût des ventes de matériel et subventions directes pour les chaînes	351 \$	328 \$
Marchandise destinée à la revente	44	44
Autres achats externes	1 019	1 054
Salaires et avantages du personnel et rémunération fondée sur des actions	492	429
	1 906 \$	1 855 \$

5. Charges financières

	Trimestres clos les 31 mars	
	2013	2012
Intérêts sur la dette à long terme	178 \$	167 \$
Intérêts sur le passif au titre des retraites	4	–
Perte (profit) de change	15	(6)
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	(12)	7
Intérêts inscrits à l'actif	(6)	(10)
Autres	2	2
	181 \$	160 \$

6. Activités abandonnées

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2012, la Société a mis fin aux activités du sous-secteur Video. Ainsi, les résultats présentés antérieurement pour le trimestre clos le 31 mars 2012 ont été retraités afin de rendre compte des résultats opérationnels du sous-secteur Video en tant qu'activités abandonnées. Depuis juin 2012, les magasins Rogers n'offrent plus de services de location ou de vente de jeux vidéo et de films. Certains de ces magasins continuent de répondre aux besoins de la clientèle en matière de services sans fil et de câble. Les résultats découlant des activités abandonnées se détaillent comme suit :

	Trimestres clos les	
	2013	31 mars 2012
Produits opérationnels	– \$	11 \$
Coûts opérationnels	–	(14)
	–	(3)
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition	–	(22)
Perte avant impôt sur le résultat	–	(25)
Recouvrement d'impôt sur le résultat	–	6
Perte découlant des activités abandonnées de la période	– \$	(19) \$

Le sous-secteur Video ne comptait aucun actif ou passif important au 31 décembre 2012 ni au 31 mars 2013. Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles de l'ancien sous-secteur Video pour le trimestre clos le 31 mars 2013 étaient de néant [(5) millions de dollars en 2012]. Pour les trimestres clos les 31 mars 2013 et 31 mars 2012, il n'y a eu aucuns flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ou de financement pour le sous-secteur Video.

7. Regroupements d'entreprises

En janvier 2013, la Société a conclu une entente avec Shaw Communications Inc. (« Shaw ») afin d'obtenir une option d'achat des avoirs du spectre des services sans fil évolués (« SSFE ») en 2014 et d'acquérir le système de câble de Shaw à Hamilton, en Ontario – Mountain Cablevision Limited (« Mountain Cable »). Dans le cadre de l'entente, Shaw fera l'acquisition de la participation de un tiers de Rogers dans la chaîne spécialisée TVtropolis.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2013, la Société a versé des dépôts d'un montant net de 241 millions de dollars dans le cadre des transactions relatives à Shaw. La Société a récemment reçu l'approbation réglementaire relativement à l'acquisition de Mountain Cable et d'autres transactions sont en attente d'une approbation réglementaire. L'acquisition de Mountain Cable et la vente de TVtropolis devraient se conclure au cours du deuxième trimestre de 2013.

8. Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2013, la Société a engagé des frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition de 9 millions de dollars (42 millions de dollars en 2012) liés aux indemnités de départ découlant de la restructuration ciblée de son effectif.

L'augmentation des passifs liés aux activités d'intégration, de restructuration et d'acquisition et les paiements faits à l'égard de ces passifs au cours du trimestre clos le 31 mars 2013 se présentent comme suit :

	Au 31 décembre 2012	Entrées	Paiements	Au 31 mars 2013
Indemnités de départ relatives à la restructuration ciblée de l'effectif de la Société	53 \$	9 \$	(19) \$	43 \$

Le paiement du passif résiduel de 43 millions de dollars au 31 mars 2013, qui est compris dans les créditeurs et charges à payer, est prévu au cours des exercices 2013 et 2014.

9. Bénéfice par action

Le tableau qui suit présente le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice dilué par action pour les trimestres clos les 31 mars 2013 et 2012 :

	Trimestres clos les 31 mars	
	2013	2012
Numérateur		
Bénéfice net des activités poursuivies de la période	353 \$	324 \$
Perte découlant des activités abandonnées	–	(19)
Bénéfice net de la période	353 \$	305 \$
Dénominateur (en millions)		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base	515	525
Incidence des titres ayant un effet dilutif		
Options sur actions des membres du personnel	3	3
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué	518	528
Bénéfice de base par action		
Bénéfice par action tiré des activités poursuivies	0,69 \$	0,62 \$
Perte par action découlant des activités abandonnées	–	(0,04)
Bénéfice par action	0,69 \$	0,58 \$
Bénéfice dilué par action		
Bénéfice par action tiré des activités poursuivies	0,68	0,61 \$
Perte par action découlant des activités abandonnées	–	(0,04)
Bénéfice par action	0,68 \$	0,57 \$

Le nombre total d'options antidilutives qui étaient hors du cours et, par conséquent, exclues du calcul pour le trimestre clos le 31 mars 2013 était de néant (1 435 151 en 2012).

10. Titrisation des débiteurs

Le 31 décembre 2012, la Société a conclu un programme de titrisation des débiteurs qui lui permet de vendre certaines créances clients visées par le programme pour un produit maximal de 900 millions de dollars. La Société continuera de gérer ces débiteurs et conservera presque tous les risques et avantages liés aux débiteurs vendus. En conséquence, les montants relatifs aux ventes continueront d'être comptabilisés dans les actifs courants à l'état consolidé résumé intermédiaire non audité de la situation financière. Au 31 mars 2013, des créances clients de 1 115 millions de dollars avaient été données en nantissement dans le cadre du programme à titre de sûreté pour les emprunts à court terme.

La Société s'est engagée à respecter les modalités du programme de titrisation des débiteurs jusqu'à l'expiration du programme, le 31 décembre 2015. Le financement initial de 400 millions de dollars a été reçu le 14 janvier 2013, et est présenté à titre d'emprunt à court terme à l'état consolidé résumé intermédiaire non audité de la situation financière. Les droits de l'acheteur relativement à ces créances clients ont priorité de rang sur ceux de la Société. L'acheteur des créances clients de la Société ne détient aucun autre droit sur les autres actifs de la Société.

11. Dette à long terme

	Date d'échéance	Montant en principal	Taux d'intérêt	31 mars 2013	31 décembre 2012
Facilité de crédit bancaire			Flottant	– \$	– \$
Billets de premier rang ¹⁾	2013	350 \$ US	6,25 %	356	348
Billets de premier rang ²⁾	2014	750 US	6,375 %	761	746
Billets de premier rang ¹⁾	2014	350 US	5,50 %	356	348
Billets de premier rang ²⁾	2015	550 US	7,50 %	559	547
Billets de premier rang ¹⁾	2015	280 US	6,75 %	285	279
Billets de premier rang	2016	1 000	5,80 %	1 000	1 000
Billets de premier rang	2017	500	3,00 %	500	500
Billets de premier rang	2018	1 400 US	6,80 %	1 422	1 393
Billets de premier rang	2019	500	5,38 %	500	500
Billets de premier rang	2020	900	4,70 %	900	900
Billets de premier rang	2021	1 450	5,34 %	1 450	1 450
Billets de premier rang	2022	600	4,00 %	600	600
Billets de premier rang	2023	500 US	3,00 %	508	–
Déventures de premier rang ¹⁾	2032	200 US	8,75 %	203	199
Billets de premier rang	2038	350 US	7,50 %	356	348
Billets de premier rang	2039	500	6,68 %	500	500
Billets de premier rang	2040	800	6,11 %	800	800
Billets de premier rang	2041	400	6,56 %	400	400
Billets de premier rang	2043	500 US	4,50 %	508	–
				11 964	10 858
Diminution liée à la juste valeur et découlant de la méthode de l'acquisition				(1)	(1)
Coûts de transaction différés et escomptes				(81)	(68)
Moins la partie courante				(1 473)	(348)
				10 409 \$	10 441 \$

1) Correspond aux billets et aux déventures de premier rang émis à l'origine par Rogers Cable Inc., qui constituent désormais des obligations non garanties de RCI et pour lesquels Rogers Communications Partnership (« RCP ») est un garant ordinaire.

2) Correspond aux billets de premier rang émis à l'origine par Rogers Wireless Inc., qui constituent désormais des obligations non garanties de RCI et pour lesquels RCP est un codébiteur non garanti.

a) Émission de billets de premier rang

Le 7 mars 2013, la Société a émis des billets de premier rang d'un montant en principal totalisant 1 milliard de dollars américains, composés de billets de premier rang à 3,00 % de 500 millions de dollars américains échéant en 2023 (les « billets de 2023 ») et de billets de premier rang à 4,50 % de 500 millions de dollars américains échéant en 2043 (les « billets de 2043 »). Les billets de 2023 ont été émis à escompte à un taux de 99,845 % pour un taux effectif de 3,018 % par année s'ils sont détenus jusqu'à leur échéance et les billets de 2043 ont été émis à escompte à un taux de 99,055 % pour un taux effectif annuel de 4,558 % s'ils sont détenus jusqu'à leur échéance. La Société a encaissé un produit net totalisant environ 985 millions de dollars américains (1 015 millions de dollars canadiens) provenant de l'émission des billets de 2023 et des billets de 2043, déduction faite de l'escompte d'émission initial, de la rémunération des placeurs pour compte et d'autres frais connexes.

Des frais d'émission de titres d'emprunt de 15 millions de dollars liés à ces billets sont inclus dans la valeur comptable de la dette à long terme à titre de coûts de transaction différés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les billets de 2023 et les billets de 2043 sont tous garantis par RCP et ont égalité de rang avec l'ensemble des autres billets et débentures de premier rang non garantis et la facilité de crédit bancaire de RCI.

b) Instruments dérivés

Avec prise d'effet le 6 mars 2013, la Société a résilié certains swaps de devises (« dérivés liés à la dette ») qui ne sont pas désignés comme des couvertures efficaces à des fins comptables d'un montant notionnel total de 350 millions de dollars américains qui couvraient, à des fins économiques, les obligations relatives au principal et aux intérêts sur les billets de premier rang de 350 millions de dollars américains échéant en 2038 (les « billets de 2038 ») ayant une échéance initiale de 10 ans fixée au 15 août 2018. Elle a par ailleurs conclu de nouveaux dérivés liés à la dette d'un montant notionnel total de 350 millions de dollars américains dans le but de couvrir les obligations relatives au principal et aux intérêts sur les billets de 2038 jusqu'à leur échéance aux taux du marché alors en vigueur. Ces nouveaux dérivés liés à la dette ont pour effet de convertir le montant notionnel total de 350 millions de dollars américains des billets de 2038 portant intérêt à un taux nominal fixe de 7,5 % en un montant de 359 millions de dollars canadiens portant intérêt à un taux moyen pondéré fixe de 7,6 %. À des fins comptables, les nouveaux dérivés liés à la dette couvrant les billets de 2038 ont été désignés en tant que couvertures efficaces en diminution de la dette libellée en dollars américains désignée.

Avec prise d'effet le 7 mars 2013, et parallèlement à l'émission des billets de 2023 et des billets de 2043, la Société a conclu des dérivés liés à la dette d'un montant notionnel total de 1,0 milliard de dollars américains. Une tranche d'un montant notionnel de 500 millions de dollars américains de ces dérivés liés à la dette couvre les obligations relatives au principal et aux intérêts sur les billets de 2023 jusqu'à leur échéance en 2023, tandis qu'une autre tranche d'un montant notionnel de 500 millions de dollars américains de ces dérivés liés à la dette couvre les obligations relatives au principal et aux intérêts sur les billets de 2043 jusqu'à leur échéance en 2043. Ces dérivés liés à la dette ont pour effet de : a) convertir le montant notionnel total de 500 millions de dollars américains des billets de 2023 portant intérêt à un taux nominal fixe de 3,0 % en un montant de 515 millions de dollars canadiens portant intérêt à un taux moyen pondéré fixe de 3,6 %; b) convertir le montant notionnel total de 500 millions de dollars américains des billets de 2043 portant intérêt à un taux nominal fixe de 4,5 % en un montant de 515 millions de dollars canadiens portant intérêt à un taux moyen pondéré fixe de 4,6 %. À des fins comptables, les dérivés liés à la dette couvrant les billets de 2023 et les billets de 2043 ont été désignés en tant que couvertures efficaces en diminution de la dette libellée en dollars américains désignée.

Par suite de ces transactions, au 31 mars 2013, la Société avait une dette à long terme libellée en dollars américains de 5,23 milliards de dollars américains, couverte en totalité à des fins économiques et comptables

12. Instruments financiers

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des emprunts à court terme et des créditeurs et charges à payer se rapproche de la juste valeur en raison de la nature à court terme de ces instruments financiers.

La juste valeur des placements de la Société dans des sociétés ouvertes est déterminée selon les cours du marché de chacun des placements.

Si des montants sont prélevés de la facilité de crédit bancaire, la valeur comptable de cette dernière se rapproche de sa juste valeur étant donné que les taux d'intérêt avoisinent les taux courants du marché. La juste valeur de chacun des titres d'emprunt publics de la Société est fondée sur la valeur boursière à la clôture de la période. La juste valeur des dérivés de la Société est déterminée à l'aide d'une évaluation à la valeur de marché estimée ajustée en fonction de la qualité du crédit. Dans le cas des dérivés en position débitrice, l'écart de crédit pour la contrepartie, soit l'institution financière, est ajouté au taux d'actualisation sans risque en vue de déterminer la valeur estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit, pour chaque dérivé. Dans le cas des dérivés en position créditrice, l'écart de crédit pour la Société est ajouté au taux d'actualisation sans risque pour chaque dérivé.

Les variations de la juste valeur des instruments dérivés non désignés comme étant des couvertures à des fins comptables sont aussitôt inscrites aux comptes consolidés de résultat.

Les estimations de la juste valeur sont faites à un moment précis, à partir des renseignements pertinents sur les marchés et les instruments financiers. En raison de leur nature, elles sont subjectives et comportent des incertitudes et des éléments pour lesquels un jugement doit être posé.

La Société présente une hiérarchisation sur trois niveaux qui tient compte de l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations à la juste valeur. La juste valeur des actifs et passifs financiers classés au niveau 1 est établie en fonction des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques. La juste valeur des actifs et passifs financiers classés au niveau 2 est établie à l'aide de données du marché directement ou indirectement observables autres que les prix cotés. Les évaluations de niveau 3 sont établies à partir de données autres que des données du marché observables. Au 31 mars 2013 et au 31 décembre 2012, aucun instrument financier significatif n'avait été classé au niveau 3 (évaluations fondées sur des données du marché non observables).

Le tableau qui suit présente les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon leur méthode d'évaluation :

	Valeur comptable		Évaluation de la juste valeur à la date de clôture			
			Niveau 1 ¹⁾		Niveau 2 ²⁾	
	31 mars 2013	31 déc. 2012	31 mars 2013	31 déc. 2012	31 mars 2013	31 déc. 2012
Actifs financiers						
Disponibles à la vente, évalués à la juste valeur						
Placements dans des sociétés ouvertes	757 \$	624 \$	757 \$	624 \$	– \$	– \$
Détenus en vue de la vente						
Dérivés liés à la dette non comptabilisés comme des couvertures	–	3	–	–	–	3
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	18	13	–	–	18	13
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	9	–	–	–	9	–
	784 \$	640 \$	757 \$	624 \$	27 \$	16 \$
Passifs financiers						
Détenus à des fins de transaction						
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	512 \$	527 \$	– \$	– \$	512 \$	527 \$

1) Correspond aux actifs et passifs financiers présentés à la juste valeur au niveau 1; la juste valeur étant déterminée en fonction des cours du marché.

2) Correspond aux actifs et passifs financiers présentés à la juste valeur au niveau 2; la juste valeur étant déterminée en fonction des évaluations fondées sur des données du marché observables.

La dette à long terme de la Société est initialement évaluée à la juste valeur, puis au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, comme il est démontré dans le tableau suivant :

	31 mars 2013		31 décembre 2012	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Dette à long terme	11 882 \$	13 841 \$	10 789 \$	12 603 \$

La Société n'avait aucun instrument financier non dérivé détenu jusqu'à échéance au 31 mars 2013 ou au 31 décembre 2012.

13. Capitaux propres

a) Dividendes

En février 2013, le conseil d'administration de la Société a approuvé une augmentation du dividende annualisé qui est passé de 1,58 \$ à 1,74 \$ par action de catégorie A avec droit de vote et action de catégorie B sans droit de vote, augmentation qui est entrée en vigueur immédiatement et dont le dividende sera payé sous forme de versements trimestriels de 0,435 \$ par action. Ce dividende trimestriel ne sera payable qu'après avoir été déclaré par le conseil d'administration et au moment choisi par lui et rien ne donne droit à un dividende avant qu'il ne soit déclaré.

En février 2013, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,435 \$ par action pour chacune de ses actions de catégorie A avec droit de vote et de ses actions de catégorie B sans droit de vote en circulation, et ce dividende a été versé le 2 avril 2013 aux actionnaires inscrits le 15 mars 2013. Il s'agit du premier dividende trimestriel reflétant le nouveau dividende annualisé bonifié au montant de 1,74 \$ par action.

b) Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

En février 2013, la Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre publique »). Au cours de la période de douze mois commençant le 25 février 2013 et se terminant le 24 février 2014, la Société peut acheter, par l'intermédiaire de la TSX, de la NYSE ou d'un autre système de négociation, jusqu'à 35,8 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote, soit environ 10 % des actions de catégorie B sans droit de vote alors émises et en circulation, ou le nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote pouvant être rachetées dans le cadre de l'offre publique pour un prix de rachat total de 500 millions de dollars, selon le moins élevé de ces nombres. La Société déterminera le nombre réel d'actions de catégorie B sans droit de vote devant être rachetées, le cas échéant, ainsi que le moment de ces rachats en tenant compte des conditions du marché, du cours des actions, de sa situation de trésorerie et d'autres facteurs.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2013, la Société n'a racheté aucune action de catégorie B sans droit de vote à des fins d'annulation aux termes de l'offre publique.

14. Rémunération fondée sur des actions

Le tableau qui suit présente un résumé de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions qui est incluse dans les coûts opérationnels :

	Trimestres clos les	
	2013	2012
Options sur actions	46 \$	(2) \$
Unités d'actions de négociation restreinte	16	7
Unités d'actions différées	5	1
Incidence de la couverture liée aux capitaux propres	(9)	–
	58 \$	6 \$

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2013, un montant de 68 millions de dollars (44 millions de dollars en 2012) a été versé aux porteurs à l'exercice d'unités d'actions de négociation restreinte, d'unités d'actions différées et d'options sur actions, selon le mode de règlement en trésorerie.

a) Options sur actions

Le tableau qui suit présente un résumé des régimes d'options sur actions et des options liées à la performance :

	Trimestres clos les 31 mars	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au 31 décembre 2012	8 734 028	32,34 \$
Attribution	618 660	48,56
Exercice	(1 975 972)	28,73
Renonciation	(154 960)	38,43
En circulation au 31 mars 2013	7 221 756	34,58 \$
Exerçables au 31 mars 2013	4 761 736	32,07 \$

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2013, la Société a attribué 618 660 options liées à la performance à certains dirigeants clés.

b) Unités d'actions de négociation restreinte

Le tableau qui suit présente un sommaire des régimes d'unités d'actions de négociation restreinte :

	Trimestre clos le 31 mars 2013
	Nombre d'unités
En circulation au 31 décembre 2012	2 255 158
Attribution	825 402
Exercice	(551 572)
Renonciation	(57 646)
En circulation au 31 mars 2013	2 471 342

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2013, la Société a émis 825 402 unités d'actions de négociation restreinte en faveur des membres de son personnel dont 659 177 unités d'actions de négociation restreinte et 166 225 unités d'actions de négociation restreinte liées à la performance.

c) Couverture de la rémunération fondée sur des actions

En février et en mars 2013, la Société a conclu des instruments dérivés afin de couvrir, à des fins économiques, le risque d'appréciation des prix lié à la rémunération fondée sur des actions à l'égard des 5,7 millions d'actions de catégorie B de RCI qui ont été attribuées dans le cadre des programmes de rémunération fondée sur des actions de la Société relativement aux droits à l'appréciation d'actions, aux unités d'actions de négociation restreinte et aux unités d'actions différées (les « dérivés liés aux capitaux propres »). Les dérivés liés aux capitaux propres ont servi de couverture à un prix moyen pondéré de 50,37 \$. Les dérivés liés aux capitaux propres n'ont pas été désignés comme des couvertures à des fins comptables. Toute variation de la juste valeur des dérivés liés aux capitaux propres est comptabilisée en tant que charge au titre de la rémunération fondée sur des actions et contrebalance l'incidence des fluctuations du prix des actions de catégorie B de RCI contenues dans la valeur accumulée du passif au titre de la rémunération fondée sur des actions relativement aux droits à l'appréciation d'actions, aux unités d'actions de négociation restreinte et aux unités d'actions différées. Au 31 mars 2013, la juste valeur des dérivés liés aux capitaux propres correspondait à un actif de 9 millions de dollars, lequel est compris dans la partie courante des actifs dérivés.

15. Transactions entre parties liées

La Société a conclu certaines transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent à son conseil d'administration. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2013, les montants payés par la Société à ces parties liées, directement ou indirectement, ont totalisé 9 millions de dollars (10 millions de dollars en 2012). Les sommes payées étaient pour des services juridiques, des services d'impression et des commissions versées sur les primes d'assurance.

La Société a conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle ultime et avec des sociétés contrôlées par celui-ci. Ces transactions sont assujetties à des ententes formelles approuvées par le comité d'audit. Les montants totaux reçus de ces parties liées ou versés à celles-ci au cours des trimestres clos les 31 mars 2013 et 2012 ont respectivement été inférieurs à 1 million de dollars.

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et sont examinées par le comité d'audit.

16. Éventualités

En 2004, une poursuite a été entreprise contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada relativement aux frais d'accès au système perçus par les fournisseurs de services sans fil auprès de certains de leurs clients.

En février 2013, la Cour d'appel de la Saskatchewan a rejeté la demande des demandeurs de prolonger le délai d'appel de la décision d'adhésion de la Cour de la Saskatchewan. En avril 2013, les demandeurs ont déposé une demande pour que la deuxième poursuite visant les frais d'accès au système qu'ils ont entamée, dont la Cour a ordonné, en décembre 2009, la suspension conditionnelle sous le motif d'abus de procédure, soit autorisée à aller de l'avant. Si la demande est acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

17. Événement postérieur à la date clôture

Le 17 avril 2013, la Société a annoncé l'achat de la totalité des actions de BLACKIRON Data ULC (« Blackiron ») auprès de Primus Telecommunications Canada Inc., pour une contrepartie en trésorerie de 200 millions de dollars. Blackiron est un fournisseur canadien de services d'informatique en nuage et de centres de données, comptant environ 4 000 abonnés. L'achat de Blackiron permet à SAR d'améliorer sa gamme de services d'informatique en nuage et de centres de données à l'échelle des entreprises. L'acquisition sera comptabilisée à l'aide de la méthode de l'acquisition tandis que les résultats opérationnels seront consolidés avec ceux de la Société à compter du 18 avril 2013 à même le secteur opérationnel SAR. L'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris sera complétée au cours de 2013.